ISSN 1715-2682

Finances Québec

Études économiques, fiscales et budgétaires

Le Secteur de la politique budgétaire et de l'économique

Volume 1, numéro 5 7 septembre 2005

La Chine

Troisième partie : les défis et perspectives de l'économie chinoise

Sommaire

1. Au cours des vingt-cinq dernières années, la Chine a enregistré une forte croissance économique. Cependant, les disparités de niveau de vie entre les différentes régions se sont accentuées et, en dépit des progrès réalisés, la pauvreté n'a pas été éradiquée.
2. Le système bancaire chinois a accumulé un volume important de prêts non performants en prêtant aux entreprises d'État moins productives que les entreprises privées.
3. La faiblesse des recettes publiques ralentit la réorganisation des entreprises d'État et restreint le financement des programmes sociaux.
4. D'autres problèmes, comme la pollution de l'environnement, les infrastructures insuffisantes, la pénurie d'énergie, la répartition inégale de l'investissement étranger, le faible taux de formation supérieure attendent d'être corrigés. Sur le plan extérieur, les autorités subissent de fortes pressions pour la réévaluation du yuan.
5. Malgré une croissance économique plus modérée au cours des prochaines années, la demande chinoise en biens de capitaux et services conseils resterait forte dans plusieurs secteurs tels l'aéronautique, la production d'énergie, les télécommunications et l'électronique, offrant des occasions d'affaires à ses partenaires.

Ce document constitue la troisième et dernière partie d'une série d'articles d'analyse économique sur la Chine, le premier dressant un portrait global de l'économie et du marché du travail, et le deuxième étant consacré à l'évolution de son secteur extérieur.

1 *Une forte croissance économique mais aussi d'importantes disparités régionales*

Au cours des vingt-cinq dernières années, l'économie de la Chine a enregistré une croissance annuelle moyenne de 9 %. Durant cette période, on a observé un renforcement des disparités de niveau de vie entre les villes et les campagnes ainsi qu'entre les riches régions côtières et les provinces de l'intérieur. En dépit des progrès réalisés, la pauvreté n'a pas été éradiquée.

En 2003, la Chine était urbanisée à 38 % et l'agriculture constituait encore l'activité principale de près de 50 % de la main-d'œuvre. Malgré les réformes économiques, les revenus des ménages ruraux étaient trois fois inférieurs à ceux des ménages urbains, alors qu'ils étaient de deux fois inférieurs en 1985. En 2002, 47 % des ménages ruraux vivaient avec moins de deux dollars américains par jour. Le système d'enregistrement des ménages (houkou), empêchant le libre déplacement de la main-d'œuvre vers les régions en expansion, a contribué à la concentration de la pauvreté en milieu rural.

Les zones rurales se concentrent généralement dans les régions occidentales et centrales, tandis que les centres urbains commerciaux et industriels les plus importants sont situés dans les provinces côtières.

Les statistiques officielles montrent un taux de chômage urbain de 4,3 % en 2003. Mais certains économistes estiment que le taux de chômage à l'échelle nationale pourrait s'élever à 20 % si l'on tenait compte du sous-emploi et du chômage en milieu rural.

Le taux de scolarisation de la population rurale est très inférieur à celui de la population urbaine. L'analphabétisme demeure encore répandu dans certaines provinces de l'intérieur et l'accès à l'enseignement supérieur est difficile en milieu rural.

Dans le cadre des réformes, le gouvernement chinois a privilégié le développement économique des villes et des provinces côtières de l'est en s'appuyant sur des politiques libérales. Ces provinces ont été autorisées à transiger avec les investisseurs étrangers et avec les entreprises internationales, lesquelles, tout comme les entreprises locales, ont bénéficié de stimuli fiscaux et

de diverses mesures de soutien comme l'exonération d'impôt sur le revenu pour des entreprises exerçant des activités de production manufacturière.

De plus, le développement des provinces de l'est s'est axé sur les industries secondaire et tertiaire, tandis que les provinces de l'intérieur demeuraient orientées vers la production agricole et minière.

Il existe toujours des inégalités entre les provinces. En 2003, les provinces de l'est assuraient 58 % du PIB, alors qu'elles abritaient 38 % de la population. Les autres provinces, qui regroupaient 62 % de la population, contribuaient pour 42 % de la production. Le revenu par habitant de la province la plus riche, Shanghai (est), est près de 13 fois supérieur à celui de la plus pauvre, Guizhou (ouest).

PIB per capita ($ US) 2003	
Shanghai (est)	5 649
Beijing (est)	3 877
Tianjin (est)	3 208
Moyenne nationale	**1 478**
Yunan (ouest)	685
Gansu (ouest)	607
Guizhou (ouest)	436

Source : Bureau national de la statistique de Chine.

La répartition de l'investissement direct étranger (IDÉ) est un autre indicateur des disparités régionales. Les régions côtières ont attiré les investisseurs étrangers grâce aux incitatifs fiscaux, à la présence d'infrastructures et d'une main-d'œuvre de qualité ainsi qu'à l'accessibilité du territoire. Depuis 1978, la grande majorité de l'IDÉ a été allouée aux provinces côtières.

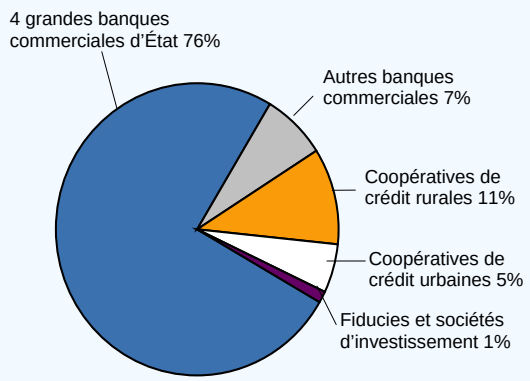
Le développement technologique s'est concentré sur la côte et a rapidement permis à cette région de se moderniser alors que le centre et l'ouest de la Chine possèdent encore des technologies désuètes.

2 *Assainissement du système financier et restructuration des entreprises d'État*

Le secteur bancaire en Chine se caractérise par une forte concentration de l'activité parmi quatre banques commerciales principales, toutes des banques d'État issues de la Banque populaire de Chine, la banque centrale. Ces banques sont : la Banque de Chine, la Banque industrielle et commerciale de Chine, la Banque de construction de Chine et la Banque d'agriculture de Chine.

Ces quatre banques monopolisent l'octroi de prêts et la prestation de services financiers aux entreprises d'État avec 76 % des prêts alloués, alors que ces dernières ne représentent que 52 % de l'économie.

Sources des prêts alloués aux entreprises d'État
(en pourcentage du total des prêts)



Source : OCDE, 2002.

Prêts improductifs et coûts d'assainissement du système financier

Pour éviter l'explosion du chômage, les banques d'État ont consenti des prêts à risque élevé et permis le renouvellement de prêts improductifs aux entreprises d'État peu rentables.

Dans le cadre des réformes du système bancaire, le gouvernement a mis en place des sociétés de gestion pour racheter des actifs non performants et ainsi résoudre ce problème. La Banque populaire de Chine a aussi demandé aux banques commerciales de réduire le taux de mauvaises créances de 25 % en 2001 à 15 % en 2005.

Néanmoins, les banques chinoises ne disposent que de peu de fonds propres pour se couvrir contre les prêts non performants, de sorte que le taux de mauvaises créances atteint toujours près de 30 %. Par ailleurs, la plupart des banques chinoises sont insolvables au regard des normes internationales.

En outre, le gouvernement a entrepris la recapitalisation des banques d'État afin de redresser leur bilan. Depuis 2003, il y a injecté 60 milliards de dollars américains prélevés sur les réserves de change. Au total, l'assainissement du système financier représenterait un coût estimé à près de 50 % du PIB, les banques commerciales d'État étant les plus touchées.

Le manque de fonds propres, le montant élevé des prêts improductifs et la faible rentabilité constituent des obstacles importants à la capacité des banques de faire face à la concurrence étrangère. L'ouverture du secteur financier à l'investissement étranger, prévue en 2006, pourrait améliorer la discipline et réduire les risques d'instabilité financière.

Les entreprises publiques ne fonctionnent pas nécessairement sur des bases commerciales

Les firmes d'État sont encore nombreuses et très endettées. En 2004, on en dénombrait 159 000 dont 17 000 étaient directement gérées par les provinces.

Héritières d'une philosophie d'entreprise socialiste et d'une technologie désuète, certaines accusent du retard face aux compagnies privées et étrangères.

Performance des entreprises d'État

	1997	2001
Rentabilité nette[1]	1,2	1,7
Nombre de firmes	262 000	174 000
Firmes déficitaires (%)	65,9	51,2

1. en pourcentage de l'actif.
Source : Fonds monétaire international.

L'insuffisance de dispositions légales visant à faire respecter les contrats et les procédures de faillite n'a pas incité les banques à se conformer à des règles strictes en matière de crédit. De plus, l'absence de rigueur des règles de prêts a engendré un manque de discipline budgétaire pour de nombreuses entreprises publiques. Les mauvaises performances de ces dernières contribuent à la hausse des prêts improductifs et compriment les bénéfices des banques, ce qui nuit à leur restructuration.

3 *Des recettes publiques insuffisantes pour assurer la protection sociale*

Les problèmes résultant de la restructuration des entreprises d'État ainsi que les coûts élevés à l'État pour s'en départir exercent une forte pression sur les finances publiques.

L'insuffisance de recettes publiques destinées à faciliter la réorganisation des entreprises d'État et à financer les programmes sociaux retarde la restructuration des entreprises déficitaires, ce qui entraînerait le licenciement de travailleurs. Alors, les banques d'État continuent de soutenir ces entreprises déficitaires et à leur octroyer des prêts.

En 2003, la Chine affichait un déficit budgétaire de 4 % du PIB. L'insuffisance des recettes publiques limite la capacité de dépenser de l'État. En effet, les recettes totales de l'État s'élèvent à 20 % du PIB, ce qui constitue un niveau relativement faible par rapport à la moyenne de 38 % dans les pays de l'OCDE et de 30 % dans les autres économies émergentes. Les pressions sont également importantes compte tenu que certains domaines essentiels comme l'éducation, la science, la technologie et l'environnement sont sous-financés.

La Chine doit faire face à de lourdes contraintes à court terme pour poursuivre le développement de son système de protection sociale, pour assurer un soutien aux sans-emplois et aux travailleurs victimes de licenciement. En particulier, l'emploi dans les entreprises d'État a chuté de 33 % entre 1995 et 1998 et de 29 % entre 1999 et 2002.

En 2003, on recensait 99 millions de Chinois travaillant dans les entreprises d'État, dont neuf millions devraient perdre leur emploi avec les mesures de restructuration.

Pour répondre à ces impératifs, les autorités chinoises ont poursuivi, en 2003, une politique budgétaire visant à réajuster activement la structure des dépenses budgétaires et à les gérer plus strictement, afin d'accroître prioritairement les investissements consacrés au développement de l'éducation, des sciences, de la culture, de la santé, de la sécurité sociale et des infrastructures.

4 *Autres défis à la croissance économique*

Problèmes de développement

L'urbanisation et l'industrialisation rapides des vingt-cinq dernières années ont créé des déséquilibres qui entravent le développement économique, notamment l'extraction de ressources et la production d'énergie qui ne satisfont pas la demande, la pollution de l'environnement et le manque d'infrastructures (auto-routes, voies ferrées, réseaux de distribution d'électricité, de communications).

Ces problèmes découlent des politiques voulant accélérer le développement dans les zones côtières. Cependant, aujourd'hui ils créent des goulots d'étranglement qui retardent la production autant dans les villes que dans les campagnes.

L'énergie est un enjeu du développement de la Chine qui en est le troisième consommateur au monde, après les États-Unis et l'Union européenne. Depuis le début des années 1990, la demande d'énergie a crû à un rythme deux fois supérieur à sa production. Ainsi, depuis 1993, la Chine est devenue importateur net de pétrole. En 2004, elle a été responsable de 30 % de l'augmentation de la demande mondiale de pétrole.

Par ailleurs, le charbon répond toujours à 70 % des besoins énergétiques totaux du pays. L'utilisation intensive de ce combustible est une source importante de pollution environnementale, en particulier des pluies acides qui touchent le tiers du pays.

D'autres facteurs comme l'utilisation intensive d'engrais, la taille des agglomérations urbaines, l'insuffisance des centres de traitement des eaux usées, la mauvaise gestion des déchets, les industries

polluantes et le développement du parc d'automobiles continuent de dégrader la qualité de l'air et de l'eau.

L'OCDE estime que, chaque année, plus de 300 000 hospitalisations sont attribuables à la pollution atmosphérique et des milliers de décès prématurés sont imputables à différentes maladies pulmonaires. L'État a mis en place plusieurs lois pour protéger l'équilibre environnemental mais le développement économique et le poids démographique intensifient les difficultés à les faire appliquer.

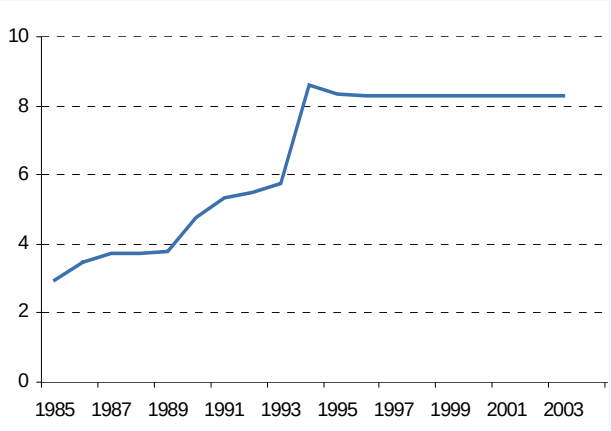
La Chine fait aussi face au défi du surinvestissement dans certains secteurs comme le résidentiel, la production d'acier et l'automobile. Ainsi, les autorités ont dû prendre des mesures pour éviter des pressions sur les prix, une surabondance de l'offre ou bien une consommation excessive d'énergie.

Finalement, le faible nombre de diplômés de niveau supérieur et le bas taux de scolarisation de la population rurale constituent des freins au développement. Si la demande de travail continue d'être orientée vers une main-d'œuvre qualifiée, le niveau général de scolarisation de la population pourrait affecter les perspectives économiques de long terme. Le manque de formation pourrait exclure du travail un grand nombre de travailleurs et accentuer les inégalités entre les populations urbaines et rurales.

Le régime de change et la réévaluation du yuan

La monnaie de la République populaire de Chine est le yuan. La Banque populaire de Chine a adopté, en 1994, un système de taux de change fluctuant, basé sur l'offre et la demande du marché et contrôlé par l'État. Ce système permettait au taux de change de fluctuer autour du taux de 8,27 yuans par dollar américain. Suite à l'éclatement de la crise financière en Asie, en 1997, la Chine a laissé sa devise fixée sur ce taux.

Évolution du taux de change
(yuan par $ US)

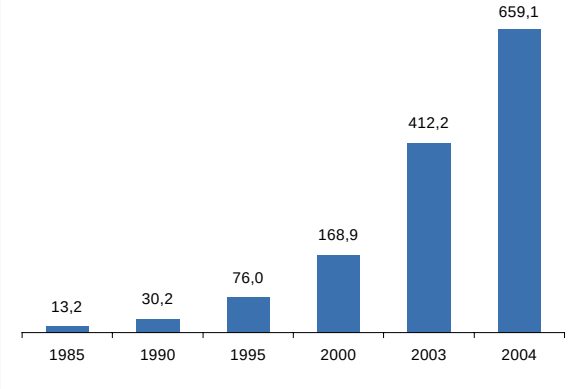


Source : Global Insight.

À long terme, la Banque populaire de Chine vise un régime de taux de change flottant et la convertibilité totale du yuan. Mais, à court terme, elle est soucieuse d'assurer la stabilité de la monnaie, autant que du système financier. Ainsi, elle entend améliorer graduellement les mécanismes déterminant le taux de change du yuan et développer le marché des changes.

En raison de la forte croissance de ses exportations, la Chine accumule des surplus commerciaux importants depuis 1994. De plus, son succès économique a attiré des capitaux considérables. Ainsi, elle a vu exploser ses réserves internationales, ce qui lui vaut des pressions de ses partenaires commerciaux comme les États-Unis pour qu'elle réévalue sa monnaie.

Évolution des réserves étrangères
(en milliards de dollars américains)

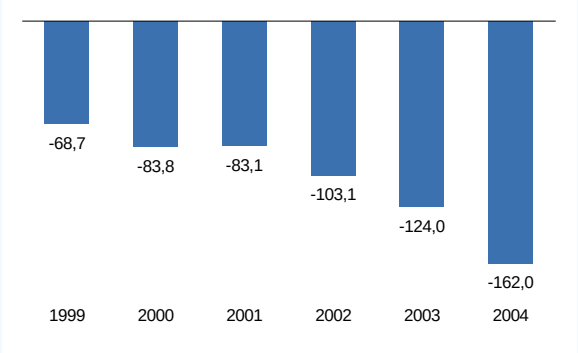


Source : Bureau national de la statistique de Chine.

Certains partenaires affirment que la Chine maintient le yuan sous-évalué afin d'assurer la compétitivité de ses exportations.

Parmi les critiques les plus actifs de la politique de change chinoise se trouvent les autorités des États-Unis, pays qui détenait un déficit commercial vis-à-vis de la Chine de 162 milliards de dollars en 2004.

Déficit commercial, États-Unis – Chine
(en milliards de dollars américains)



Source : Département du Commerce des États-Unis.

Selon les autorités américaines, la réévaluation du yuan permettrait de contenir les importations en

provenance de la Chine et donc de réduire leur déficit commercial.

Impacts de la réévaluation du yuan

Le 21 juillet 2005, la Banque populaire de Chine a annoncé une réévaluation du yuan, par rapport au dollar américain, de 2,1 %. En même temps, elle a annoncé une réforme du régime de change, liant le yuan à un panier de devises. Bien que ce changement de politique constitue un pas dans la bonne direction, l'ampleur de cette réévaluation reste plutôt modeste.

Une réévaluation du yuan aura des effets limités sur le déficit commercial américain puisque la compétitivité de la Chine provient surtout de facteurs structurels comme le faible niveau des salaires. Pour corriger ce déficit, la solution passerait plutôt par une hausse des exportations des États-Unis vers la Chine, lesquelles ne représentent que 4 % des exportations américaines totales, alors que la part des importations américaines en provenance de la Chine constitue 13 % du total.

La compétitivité de la Chine tient non seulement au faible niveau des salaires mais aussi à leur flexibilité à la baisse en raison de l'abondance de la main-d'œuvre. Ainsi, une réévaluation du yuan pourrait être en partie compensée par une baisse des salaires.

La prudence des autorités chinoises vis-à-vis d'une réévaluation du yuan pourrait s'expliquer par la volonté de protéger les entreprises locales, dont la productivité est faible, contrairement aux firmes multinationales qui bénéficient de coûts salariaux unitaires très bas.

D'autre part, conscientes de la fragilité du système bancaire, les autorités chinoises veulent d'abord assainir les bilans des banques avant de procéder au flottement de leur monnaie.

5 *Perspectives et secteurs d'avenir*

La Chine, un joueur de plus en plus dominant dans l'économie mondiale

Selon la firme Global Insight, la croissance économique en Chine devrait ralentir graduellement au cours des dix prochaines années, passant de 9 % en 2005 à 6,4 % en 2015. Ce ralentissement proviendrait d'une décélération de la croissance de l'investissement et des exportations.

En particulier, la croissance de l'investissement devrait se faire plus modérée suite aux mesures visant à éviter la surchauffe dans certains secteurs. À plus long terme, l'investissement serait freiné par la réduction de l'épargne nationale actuellement très élevée. En effet, une partie des réserves de change, en tant que composante de l'épargne nationale, serait affectée à l'assainissement du système bancaire.

La consommation devrait s'accélérer dès 2005 en raison de l'amélioration des revenus et du pouvoir d'achat de la population. Par la suite, elle serait soutenue par la diminution du taux d'épargne. Ainsi, l'émergence d'une nouvelle classe moyenne, notamment urbaine, devrait se poursuivre.

La performance des exportations dépendra surtout de la vigueur de l'économie américaine, leur destination principale, ainsi que de l'évolution du yuan.

Croissance économique en Chine
(en pourcentage)

	2004	2005	2015
Produit intérieur brut réel	9,5	9,0	6,4
Production industrielle	16,2	14,5	8,7
Consommation privée	3,2	4,2	7,0
Investissement brut	20,3	18,7	6,8
Exportations	35,4	23,2	7,3
Importations	35,8	25,7	7,9

Source : Global Insight, juillet 2005.

À plus long terme, la croissance économique chinoise avoisinerait 6 %. Néanmoins, la Chine est appelée à occuper une place de plus en plus dominante dans l'économie mondiale. Selon certains prévisionnistes, elle pourrait devancer l'économie japonaise vers 2020 et l'américaine vers 2050.

Un marché prometteur pour les investisseurs et les exportateurs étrangers

Avec sa population de 1,3 milliard d'habitants et une demande croissante, la Chine représente un vaste marché pour les entreprises locales et étrangères.

Parmi les secteurs en expansion, mentionnons les équipements de télécommunication où le marché chinois est classé premier au monde dans la téléphonie sans fil. En effet, parmi les trois plus grands opérateurs au monde, en termes d'abonnés, deux sont chinois, avec plus de 300 millions d'abonnés.

Le secteur des ordinateurs et périphériques est aussi en forte progression. Avec plus de 94 millions d'utilisateurs d'Internet en 2004, la Chine est classée deuxième au monde après les États-Unis.

Les secteurs d'avenir en Chine

Équipements de télécommunication	Produits pharmaceutiques
Logiciels informatiques	Matériaux de construction
Ordinateurs et périphériques	Autres secteurs : automobile, aéronautique, production d'énergie et pétrochimie.
Équipements médicaux	

Source : Bureau national de la statistique de Chine.

Le secteur des logiciels informatiques est en pleine expansion, surtout les logiciels de jeu et de divertissement. Toutefois, le taux de piratage est très élevé (près de 90 %), mais avec l'accession à l'OMC, le gouvernement s'est engagé à faire respecter les droits d'auteur et les marques de commerce.

La Chine constitue le deuxième marché, après le Japon, en équipements médicaux de pointe comme la topographie informatisée, la médecine nucléaire et l'imagerie à résonance magnétique. Les experts s'attendent à une croissance de la demande chinoise de plus de 10 % au cours des trois prochaines années.

L'industrie automobile est en pleine expansion. En 2003, les ventes de véhicules ont augmenté de 36 % pour atteindre près de 4 millions d'unités, ce qui classe le marché chinois au 3e rang mondial, après les États-Unis et le Japon.

Afin de poursuivre la modernisation de l'économie, les autorités chinoises devraient conserver comme priorités la hausse de la production de biens à forte valeur ajoutée et l'expansion des investissements vers les zones de l'intérieur. Ainsi, au cours des prochaines années, la demande en technologie et services conseils devrait demeurer forte dans des secteurs clés.

Par exemple, l'industrie du transport aérien est en transformation après l'assouplissement des restrictions à l'investissement privé au début de 2004. Depuis, trois nouvelles compagnies privées ont vu le jour et les compagnies aériennes d'État ont été consolidées en trois grandes compagnies publiques. L'expansion de ce secteur a haussé les ventes de constructeurs d'avions tels Boeing, Airbus et Embraer.

Plusieurs opportunités se présentent dans les secteurs reliés à la construction d'infrastructures routières, ainsi qu'au transport et à sa gestion, où la demande de machines et de services d'ingénierie est très forte. En effet, la Chine a un ambitieux programme de construction d'un réseau d'autoroutes de 85 000 km, qui reliera toute ville de plus de 200 000 habitants. Ainsi, on y construit plus de 4 000 km de routes par an.

D'importants investissements seraient aussi nécessaires afin d'augmenter les capacités de production dans les industries de l'extraction (notamment du charbon et du pétrole), de la pétrochimie et de la production d'énergie. Depuis 1998, l'État s'est engagé à accroître l'efficacité énergétique du pays, notamment en attirant l'investissement direct étranger.

Finalement, le secteur des services, dont les services financiers, présente un vaste potentiel pour les entreprises étrangères, bien que tout dépendra du respect des engagements de la Chine envers l'OMC à ouvrir ce secteur. Mais déjà l'industrie de l'assurance montre une progression intéressante, laquelle devrait s'établir à 13 % en moyenne au cours des cinq prochaines années.

6 *Conclusion*

Avec la mise en œuvre des réformes en 1978, la Chine est passée d'une économie planifiée à une économie socialiste de marché. Cette nouvelle orientation, privilégiant les exportations et les investissements comme moteurs de l'expansion, a engendré une forte croissance économique.

La Chine est maintenant une économie très ouverte et sa production occupe le deuxième rang mondial. Sa population est plus instruite et son niveau de vie s'est accru. D'une économie basée sur la production primaire, elle est devenue le centre manufacturier mondial. Son industrie, bien diversifiée, affiche d'importants gains de productivité et s'oriente de plus en plus vers la haute technologie.

Toutefois, l'industrialisation et l'urbanisation rapides de la Chine ont amené des déséquilibres qui affecteront sa performance à long terme s'ils ne sont pas corrigés.

Les disparités de niveau de vie se sont accrues, la pauvreté est toujours présente, peu de Chinois ont une formation de niveau supérieur, le chômage et le sous-emploi restent élevés, les entreprises d'État ont des retards de compétitivité, l'insuffisance d'infrastructures crée des goulots d'étranglement dans la production, dans l'extraction des ressources et la production d'énergie. Enfin, la pollution affecte l'environnement.

Le système financier est aux prises avec le poids de mauvaises créances et des prêts improductifs. Les fonds publics ne suffisent pas à financer le système de protection sociale et la restructuration des entreprises d'État.

Les autorités doivent faire face aux défis que posent l'intégration à l'économie mondiale et le maintien de l'équilibre économique et de la paix sociale. Elles se doivent de poursuivre la modernisation du pays tout en favorisant une distribution de la richesse plus équitable entre les régions, alors que sur le plan extérieur elles subissent des pressions considérables comme celles pour la réévaluation de leur monnaie.

Malgré une croissance économique plus modérée au cours des prochaines années, la demande de la Chine en biens de capitaux et services conseils resterait forte dans plusieurs secteurs. À long terme, la Chine est appelée à occuper une place économique de plus en plus dominante mondialement. Elle pourrait devancer le Japon vers 2020 et les États-Unis vers 2050.

Produit par la Direction de l'analyse et de la prévision économiques avec la contribution de Vivian Sedano, Christine Breton et Jean-Damascène Habarurema.

Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec M. Marc Sirois, directeur principal, au (418) 644-7321.

Ce document est disponible sur le site Internet du ministère des Finances à l'adresse suivante : www.finances.gouv.qc.ca.